

**BORDEREAU DE VERSEMENT AUX
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DU DOUBS**

Intitulé du service versant :

Commissariat de police de Pontarlier, inspecteur responsable des Renseignements généraux
--

N° de versement : 1486 W

Date du versement : 10 juin 1999

	Exemplaire destiné au service versant
--	---------------------------------------

X	Exemplaire destiné aux Archives
---	---------------------------------

INTRODUCTION

Ces archives versées par le service des Renseignements généraux de Pontarlier sont composées exclusivement de dossiers individuels, dont le contenu, mais non pas le classement d'origine, reflète l'ensemble des fonctions du service qui avait compétence sur l'arrondissement de Pontarlier. Cet arrondissement est marqué par trois passages ferroviaires et de nombreux passages routiers de la frontière suisse et par les biens industriels et agricoles unissant les secteurs frontaliers des deux pays. La période couverte par les archives s'ouvre par l'Occupation et contient la guerre d'Algérie et diverses crises de moindre importance. On retrouvera dans la rubrique « Objet des enquêtes » l'ensemble des fonctions des Renseignements généraux.

Nature et formation des dossiers

Chaque enquête donne lieu à ouverture d'un dossier qui sera alimenté par la suite par de nouvelles enquêtes concernant la même personne ou le même organisme. Les enquêtes sont individuelles ou collectives. L'enquête individuelle va directement au dossier de l'individu. L'enquête collective donne lieu à ouverture d'un dossier particulier désigné par ses objets : conscrits, officiers de réserve,

syndicalistes, membres d'un comité, etc. Il est fait mention sur une fiche placée dans le dossier individuel de chaque apparition d'un individu dans une enquête collective, avec renvoi au numéro de dossier de l'enquête collective, ainsi que de son apparition dans les dossiers d'institutions, d'entreprises, etc. Les recoupements d'informations et les regroupements de dossiers d'individus ayant le même type d'activité ou des relations avec une autre personne sont ainsi faits par renvois successifs, d'une façon apparemment sûre. Chaque dossier contient toutes les enquêtes faites sur un même individu, quel qu'en soit l'objet. On verra, par l'examen des procès-verbaux et notes d'informations, qu'on a affaire à des doubles gardés pour mémoire (dossiers et informations) et que les originaux étaient destinés à la sous-préfecture de Pontarlier, à la direction régionale, au SRPJ de Dijon, à la direction centrale. La destruction des archives de la sous-préfecture de Pontarlier et d'une partie des fonds du cabinet du préfet du Doubs, le caractère sélectif du versement du commissariat de Besançon et l'éloignement des archives des autres destinations ont incité à sélectionner ces dossiers de doubles, chaque fois qu'ils avaient un contenu réel.

Objet des enquêtes

Toute activité publique peut donner lieu à rédaction de note et ouverture de dossier. Il s'agit des réunions publiques auxquelles les officiers de police des Renseignements généraux doivent assister, mais aussi de la vie politique, sociale, économique, associative ou professionnelle quelconque pouvant donner lieu à enquête administrative en vue d'appliquer une loi ou un règlement ou simplement pouvant être connue de l'opinion. La surveillance des chemins de fer à la frontière, la situation administrative et la surveillance des étrangers et, bien sûr, les demandes d'emploi publics et de fonctions de confiance, sont l'objet d'enquêtes, de notes d'information et toujours d'ouverture ou de complément de dossier. Les Renseignements généraux peuvent aussi apporter leur concours aux enquêtes de police judiciaire. La présence de la frontière suisse donne aussi lieu à des enquêtes particulières ou influe sur le contenu de nombreux dossiers, où se retrouvent de la correspondance avec les autorités de police suisses et de nombreux procès-verbaux et comptes rendus rédigés à la suite du contrôle des trains.

Classement d'origine

Toutes les enquêtes, notes d'information et autres pièces sont réparties dans les dossiers individuels et dossiers d'enquêtes collectives. Ceux-ci ont reçu, vers 1960-1970, un classement dans un ordre numérique arbitraire dans lequel le numéro de dossier est la seule identification, classement qui a été poursuivi dans l'ordre des nouvelles ouvertures de dossiers et qui était doublé d'un fichier alphabétique des individus et institutions renvoyant aux numéros de dossiers. Les recherches se faisaient donc au moyen des fichiers et des renvois de dossier à dossier. Le fichier a disparu.

Classement réalisé

Le classement a porté sur une sélection faite parmi les 11 000 premiers dossiers (sur environ 35 000), qui ont tous été ouverts. En dehors de cinq boîtes gardées pour spécimen (1486 W 21 à 25), les dossiers n'ayant pas un contenu dépassant le relevé d'identité, d'adresse et de profession ont été éliminés. Les dossiers ont été repartis par objet principal du dossier, chacun d'entre eux pouvant contenir des enquêtes sur plusieurs objets successifs. La nature des procédures n'a pas servi de base au classement car, si elle est directement fonction des attributions du service, elle est étrangère à la constitution des dossiers, qui cumulent diverses procédures, et au classement d'origine, qui ne connaît que les personnes et les institutions. La nature des procédures a néanmoins été signalée quand il y avait lieu. La sélection des dossiers, exhaustive en ce qui concerne la seconde guerre mondiale, les personnalités, les entreprises et la vie politique et sociale et très large pour les Français de souche nord-africaine, rend compte de la totalité des activités et méthodes de travail des Renseignements généraux. On notera toutefois que n'ont pas été livrés les dossiers collectifs (élections, syndicats et partis, etc.) ni la plupart des dossiers de personnalités, qu'on retrouvera dans les archives du commissariat de Besançon et de la direction régionale des Renseignements généraux.

S O M M A I R E

Occupation, État français et Libération	1486 1-6
Guerre d'Algérie	1486 W 7-12
Mouvements et militants politiques et syndicaux	1486 W 13
Vie sociale	1486 W 14
Surveillance de la frontière, relations transfrontalières.....	1486 W 15
Etrangers : surveillance, secours, naturalisation, rapatriés.....	1486 W16-18
Interventions en matière de police judiciaire.....	1486 W 19
Enquêtes administratives.....	1486 W 20
Dossiers individuels conservés dans leur ordre de classement d'origine à titre de spécimens	1486 W 21-25

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
1-6	Typologie : notes d'information, procès-verbaux de police et de gendarmerie, demandes d'enquête, enquêtes individuelles et collectives, correspondance, articles de journaux.			
	OCCUPATION, ÉTAT FRANÇAIS ET LIBÉRATION			
1-3	Enquêtes faites à l'occasion des faits et concernant les Français			
	1 Situation politique et faits de guerre (1941-1943) . Associations et coopératives : enquêtes sur les dirigeants (1942-1944). Transactions immobilières et achats de biens juifs (1941-1943). Demandes d'emplois publics, déplacements pour affaires (1941-1944). Contrôle des sociétés sportives (1941-1944). Arrestations par les Allemands et remise en liberté (1941-1944). Militants communistes, organisation du parti communiste (1941-1943). Faits de résistance, réfractaires au S.T.O., prisonniers évadés (1943-1944).	1941-1944	I	
	2 Retour des réfugiés (1944-1945). Délits économiques et de droit commun (1941-1948). Espionnage et trahison : affaire Désiré David et autres, affaires Emile Rigou (1944-1949).	1941-1949	100 ans	
	3 Poursuites après la Libération : dossiers de collaborateurs.	1944-1945	100 ans	
4	Enquêtes administratives relatives à des faits de guerre ou en faisant état, faites postérieurement et concernant les Français	1944-1968	60 ans	
	Attitude durant l'Occupation, accidents, S.T.O. (1944-1968). Faits de Résistance et faits liés (1944-1960). Attribution de distinctions pour faits de résistance et du titre de déporté-résistant (1950-1959).			
5-6	Affaires concernant les belligérants et les étrangers traitées au moment des faits ou postérieurement à la Libération		60 ans	
	5 Franchissement clandestin de la frontière (1943-1944).	1941-1952		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
7-12 7	Allemands. - Prisonniers de guerre évadés, reconduits à la frontière par les Suisses (1946-1947). Suspects de crimes de guerre et d'espionnage, membres de <i>Rüstungskommando</i> de Bourgogne-Franche-Comté : enquêtes collectives et individuelles (1945-1946). Réfugiés allemands (1945). Entrevues de prisonniers de guerre à la frontière suisse avec leur famille (1946). Autrichien. - Plaignant pour escroquerie (1946). Belges. - Réfugiés, évadés, maquisards ayant franchi clandestinement la frontière (1944). Grecs. - Franchissements clandestins de la frontière (1944). Espagnols. - Réfugiés, travail volontaire en Allemagne, collaboration économique, activité communiste (1942-1946). Italiens. - Collaboration, faits de résistance, activité communiste, franchissement clandestin de la frontière (1941-1952). 6 Polonais. - Evadés, engagés, réfugiés juifs, franchissement clandestin de la frontière (1944). Russes. - Prisonniers évadés, franchissement clandestin de la frontière (1944). Russes blancs, arrestation et libération (1941). Suisses. - Suspects d'espionnage, collaboration économique et militaire, trafics, franchissements clandestins de la frontière (1943-1968).	1941-1968		
	GUERRE D'ALGÉRIE Membres du FLN. - Documents d'origine nationale : fiches de signalisation (1959-1960). Faux papiers (1960). Organisation du FLN à Villers-le-Lac, Morteau, Audincourt et Pontarlier, collecteurs de fonds (1957-1960). Manifestation du 27 octobre 1960 à Pontarlier (1960-1961). Incidents à Frasné, aux Longeville-Mont-d'Or, au sanatorium de Villers-le-Lac, dans la région de Montbéliard (1956-1958). Déserteurs algériens réfugiés en Suisse (1961). Contrôle de cafés de Pontarlier (1958). Aide apportée au FLN par les réseaux et les particuliers : dossiers d'enquête, dossiers de presse (1956-1961).	1956-1961	60 ans	

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
8	OAS. - Suspect OAS, trafic d'explosif en faveur de l'OAS : enquêtes, dossiers de presse (1959-1962). Français suspects. - Enquêtes sans suite (1957-1958). FSNA. (Français de souche nord-africaine). - Passage de la frontière, arrivées sur des chantiers : enquêtes collectives (1955-1961).	1955-1962	60 ans	
9-12	FSNA. - Surveillance des suspects, auteurs de passages fréquents de la frontière, collecteurs de fonds et agents de liaison du FLN : dossiers individuels.		60 ans	
9	A	1956-1963		
10	B à C	1955-1964		
11	D à L	1955-1963		
12	M à Z	1955-1965		
13	MOUVEMENTS ET MILITANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX Parti communiste (1942-1972), S.F.I.O. (1952-1973), P.S.U. (1970), Jeunesse républicaine de France (1946), CGT (1951-1954), CFDT (1968), CEJA (1958-1970), EDCA (1955-1958), anarchistes (1941-1954), Mouvement de la paix (1954), extrémiste non précisé (1948) : dossiers collectifs et individuels Propagande communiste : publications d'Allemagne de l'est adressées au maire de Glay (1960-1962).	1941-1973	60 ans	
14	VIE SOCIALE Personnalités politiques et socio-économiques (1945-1973). Entreprises (1942-1967). Églises et sectes (1947-1972). Associations sportives et autres, comités directeurs (1944-1957)	1942-1973	60 ans	
15	SURVEILLANCE DE LA FRONTIERE - RELATIONS TRANS-FRONTALIERES Voyages de personnalités étrangères en pays communistes (1953-1957).	1945-1959	60 ans	

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
16-18	Relations transfrontalières. - Faits divers et relations économiques, articles de presse injurieux, expulsions « entre deux portes » (1945-1959). ETRANGERS : SURVEILLANCE, SECOURS, NATURALISATION, RAPATRIES Contrôle des ressortissants étrangers, de rapatriés français, résidents ou au passage de la frontière. Demandes de carte de résident, de résident privilégié et de frontalier, naturalisations, contrôles d'identité, passages, expulsions, faux passeport. Classement par pays d'origine (spécimens)		60 ans	
16	Algérie (1964-1968). Allemagne (1948-1962). Canada (1957). Cuba, réfugiés (1959). Egypte, Français expulsés, réfugiés (1953-1958). Espagne (1954-1956). Etats-Unis (1952-1974). Hongrie, réfugiés (1953-1960). Liban (1957). Maroc (1956). Pologne (1945-1959).	1945-1974		
17	Italie	1942-1970		
18	Suisse (1941-1966). Syrie (1961). Tchécoslovaquie (1947-1952). Tunisie (1952). URSS (1950-1956). Yougoslavie (1947-1964).	1941-1966		
19	INTERVENTIONS EN MATIERE DE POLICE JUDICIAIRE Enquêtes collectives et individuelles sur les crimes et délits et sur des faits divers.	1944-1972	100 ans	
20	ENQUETES ADMINISTRATIVES Enquêtes collectives et individuelles concernant les officiers de réserve, les demandes d'emploi public ou de confiance, de contrat frontalier ou d'ouverture de café, des décorations, etc.	1943-1970	60 ans	
21-25	DOSSIERS INDIVIDUELS CONSERVES DANS LEUR ORDRE DE CLASSEMENT D'ORIGINE, A TITRE DE SPECIMENS	après 1942	60 ans	
21	Dossiers n ^{os} 2001 à 2100			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
22	Dossiers n ^{os} 2901 à 3000			
23	Dossiers n ^{os} 7401 à 7500			
24	Dossiers n ^{os} 9901 à 10000			
25	Dossiers n ^{os} 10301 à 10400			